

Madagascar

FICHE SIGNALÉTIQUE

Titre Création d'un Centre de santé sexuelle et reproductive pour jeunes

Association membre de l'IPPF
Fiakaviana Sambatra (FISA)

Fondée en 1967, la FISA est la première ONG du pays en matière de promotion et de prestation de services de santé sexuelle et reproductive (SSR).

Objectif Contribuer à l'amélioration de la santé et des droits sexuels et reproductifs (DSSR) des jeunes dans la commune de Tanjombato par la sensibilisation et la prestation de services proches des jeunes.

Durée Cinq ans, de 2003 à 2007

PRINCIPALES RÉALISATIONS

► 44 % des jeunes interrogés en début de projet comprenaient les questions liées aux infections sexuellement transmissibles. Ils étaient 97 % à la fin du projet.

► Au début du projet, la plupart des jeunes préféraient la méthode du calendrier, ou méthode Ogino, aux moyens de contraception modernes. En revanche, à la fin de la période, la plupart des jeunes déclaraient que leurs méthodes préférées étaient désormais les moyens de contraception modernes.

► Les centres de soins de santé primaire de la commune orientent désormais les jeunes couples non mariés vers le centre de jeunes pour des services et des conseils.

VISION D'ENSEMBLE DU PROJET

Des jeunes qui ont appris à demander ce dont ils ont besoin

Avant l'ouverture du centre de jeunes, les jeunes non mariés recherchant des conseils ou des services liés à la contraception étaient souvent refoulés des centres locaux de santé primaire. Ils n'avaient donc aucun moyen de contrôler leur santé sexuelle et reproductive. La prestation de services pour ce groupe cible et sa formation avec les prestataires de services ont contribué à faire changer les choses.

« Les jeunes n'ont plus peur de venir nous demander des préservatifs. »

Prestataire de service

Une campagne d'IEC bien ciblée grâce à une stratégie d'inclusion

Le comité de soutien du projet chargé de gérer toutes les initiatives d'IEC a été soigneusement constitué afin d'y inclure des représentants de la communauté dans toute sa diversité. Les maires des deux communes ont été consultés au moment de l'élaboration de la stratégie.

L'un des maires a informé le projet sur le fait que bon nombre de jeunes femmes travaillant dans les usines de la commune risquaient davantage d'être en mauvaise santé compte tenu du système d'assurance insuffisant mis en place pour les couvrir.

PRINCIPALES STATISTIQUES DU PROJET

Nombre de services de **prévention, de dépistage et de traitement du VIH** dispensés à des jeunes : 3 234.

Autres services SSR dispensés à des jeunes : 8 836.

Nombre de **préservatifs** distribués : 20 566.

Nombre d'individus ayant assisté aux actions de prévention des IST et du VIH : 40 431.

222 émissions de radio et 18 émissions de télévision ont été diffusées sur les SDSR des jeunes.

425 débats ont été organisés au sein de la communauté.

Le projet a distribué 79 910 supports d'information, d'éducation et de communication.

L'un des maires a informé le projet sur le fait que bon nombre de jeunes femmes travaillant dans les usines de la commune risquaient davantage d'être en mauvaise santé compte tenu du système d'assurance insuffisant mis en place pour les couvrir. Des ateliers, des formations et des supports IEC ont été conçus pour prendre en compte cette information et ont permis au projet de cibler plus spécifiquement ces femmes et d'autres groupes à risque.

La FISA a noté que les partenariats établis avec les autorités locales, les maires et la communauté ont grandement contribué à la réussite du projet, que ce soit en termes de sa mise en œuvre ou de son acceptation.

Impliquer les parents afin de remettre en question certaines attitudes communautaires

Lors de l'évaluation à mi-parcours, il a été noté que les parents des jeunes devaient

être davantage impliqués dans le projet pour contribuer à son succès.

Un atelier a été organisé pour recueillir l'opinion des parents sur la sexualité des jeunes et pour créer une stratégie de partenariat avec les parents. Les activités éducatives comme extrascolaires du centre de jeunes ont été formalisées suite à l'atelier, ce qui a permis aux parents d'approuver ouvertement les activités du centre.

Le gouvernement est fermement engagé à dispenser des services de SSR pour les jeunes à travers un réseau de centres de jeunes.

Une collaboration bilatérale avec le gouvernement

Le gouvernement est fermement engagé à dispenser des services de SSR pour les jeunes à travers un réseau de centres de jeunes, conformément aux termes de son plan d'action

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

Pour mieux atteindre les personnes touchées par le VIH ou celles vivant avec le VIH, le centre devrait s'associer à des associations et organisations de séropositifs.

Les efforts pour rendre le centre plus proche des jeunes ont augmenté l'envie des jeunes d'y venir. Pour cela, le centre a fait appel à du personnel et des volontaires formés à la prestation de services proches des jeunes.

Le fait d'impliquer les parents et de créer des partenariats avec les services de santé et les autorités à l'échelon local peut grandement améliorer l'efficacité du plaidoyer auprès du public.

2007–2012 et de son plan de développement de la santé 2007–2011. Bien que le projet n'ait pas fait formellement partie de ces stratégies pour la SSR des adolescents, le centre de jeunes du projet a contribué aux objectifs de prévalence contraceptive fixés par le gouvernement en soumettant régulièrement des rapports au service de santé du district.

Les membres du personnel du centre gouvernemental de soins de santé primaire dans la commune ont également été sensibilisés aux DSSR des jeunes. Ils ont alors commencé à orienter les jeunes vers les services de contraception du Centre du projet. Il a aussi été formellement convenu que tous les clients âgés de plus de 25 ans se rendant au centre de jeunes seraient réorientés vers le centre de soins de santé primaire.

L'IPPF et le FNUAP travaillent ensemble dans le pays

Le projet a pris forme dans l'esprit de la stratégie 2008–2011 du FNUAP pour Madagascar, qui insiste sur la nécessité de répondre aux besoins des adolescents en matière de SSR, notamment face aux grossesses précoces, aux IST, au VIH et à l'avortement à risque.

De plus, la FISA compte également sur le FNUAP comme partenaire de plaidoyer sur les questions relatives aux jeunes et aux DSSR.

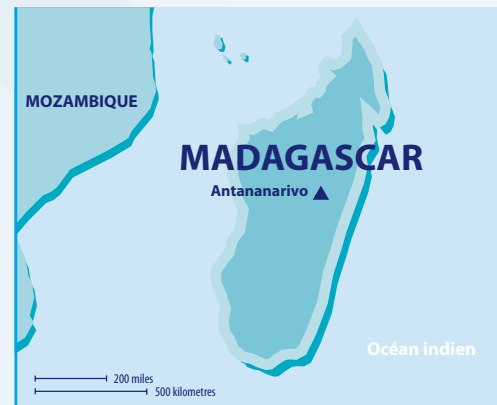
« Ma mère m'a dit que je devrais venir ici passer du temps l'après-midi. »

Jeune utilisateur du centre

Continuation du projet et perspectives d'avenir

Bon nombre de jeunes éducateurs pairs continuent de venir au centre et de travailler sans rémunération.

Etant donné les priorités du gouvernement en ce qui concerne la SSR des adolescents, il est possible que le centre soit intégré au projet du gouvernement de proposer des services pour les jeunes, en particulier en matière de contraception.



STATISTIQUES NATIONALES

Population de 18,9 millions d'hab., dont 44 % ont moins de 15 ans. (2008, Population Reference Bureau)

Les 10–24 représentent 32 % de la population. (2006, Population Reference Bureau)

Rang selon l'indice de développement humain : 143^e sur 177 pays. (2005, UNDP Human Development Report 2007/2008)

L'espérance moyenne de vie à la naissance est de 58,4 ans. (2000–2005 UNDP Human Development Report 2007/2008)

Le taux de mortalité infantile est de 75/1 000 naissances vivantes. (2008, Population Reference Bureau)

Le taux de fécondité totale est de 5,3 (2000–2005) et seules 27 % de femmes mariées (de 15 à 49 ans) recourent à la planification familiale. (1997–2005 UNDP Human Development Report 2007/2008)

La population vivant avec le VIH/sida (chez les 15–49 ans) est de 0,5 %. (2005 UNDP Human Development Report 2007/2008)

Seuls 51 % des accouchements sont assistés d'un personnel formé. (1997–2005 UNDP Human Development Report 2007/2008)

